

■ Centrale électrique : les opposants remettent les gaz

Samedi, les opposants au projet de centrale électrique feront leur rentrée officielle. Ils ont rendez-vous à 14h sur la place de la Gare, à Sarreguemines, pour une marche qui les mènera vers le casino des Faïenceries où un concert en plein air est prévu. Au moins un millier de manifestants seraient attendus, soit autant, sinon plus, que la « marche blanche » du 10 juillet.

Ceux qui espéraient qu'avec les vacances les esprits se calmeraient doivent se faire une raison : la contestation est de retour. Et elle se structure. Mardi soir, une cinquantaine de personnes étaient présentes à la maison franco-allemande pour une assemblée générale de l'Association de défense contre la pollution de Sarreguemines et environs (ADPSE). Cette association fut créée en 1979, à

l'époque où General Motors implantait une usine de batteries électriques (aujourd'hui Johnson Controls) aujourd'hui promise à la fermeture... Mise en sommeil pendant plusieurs années, elle renaît de ses cendres pour donner un cadre juridique à l'opposition au projet Hambrégie. Pour coordonner ses actions, elle s'est choisie un bureau de type « collégial » dont les 14 membres assument collectivement l'ensemble des tâches. Un trésorier, pour des raisons pratiques, ainsi qu'un porte-parole devraient être nommés. « Il faut battre le rappel des troupes », a insisté devant l'assemblée Marie-Laure Meyer, membre de cette collégiale. « Notre précédente manifestation a interpellé M. le préfet, qui a reconnu que la population était présente, déterminée. » Car, la phase d'enquête



Après le succès de la manifestation du 10 juillet, les opposants au projet Hambrégie se rassembleront de nouveau dans les rues de Sarreguemines samedi après-midi.

publique étant close, c'est désormais le préfet qui tient dans ses mains l'avenir du projet et donnera à Direct Energie et à la Casc son feu vert... ou pas.

Du côté de la communauté

d'agglomération, justement, on doit se demander que faire pour renverser la vapeur et gagner la bataille médiatique. Les expertises complémentaires commandées par la collectivité

(voir notre édition du 31 juillet) n'ont pas produit l'effet escompté, malgré des conclusions rassurantes quant à l'impact de l'usine sur la santé publique et l'environnement.